

Marseille, le 2 - MAI 1996

1996
Monsieur,

Dans le cadre des dispositifs prioritaires mis en place par le Gouvernement et des actions prévues au titre du Contrat de Plan 1994-1998 de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, en matière d'insertion sociale notamment par l'emploi et par l'habitat, je vous demande d'assurer pour le compte de l'Etat, une mission d'intérêt général de réflexion, de proposition et d'assistance technique.

Cette mission d'ingénierie financière et sociale visera à proposer, mobiliser, et donner l'impulsion à la mise en oeuvre d'outils permettant d'améliorer les coûts et l'efficacité des actions en faveur des populations en difficulté, dans les domaines en particulier de l'insertion par l'économie et du logement.

A ce titre, dans un premier temps pour la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, vous voudrez bien préparer et faciliter le lancement effectif de l'Union Régionale pour l'Insertion Sociale et Economique (U.R.I.S.E.) inscrite au Contrat de Plan Etat-Région. Il s'agit d'asseoir auprès des différents partenaires institutionnels, bancaires et associatifs concernés la faisabilité de cet outil opérationnel, conformément à la convention en cours de validation, passée entre l'Etat, la Région et l'IDES, organisme financier d'adossement.

La définition du champ d'action du dispositif devra être précisée, les contacts préliminaires avec les banques seront pris en vue de la mise en place d'une charte bancaire ; l'articulation avec les dispositifs complémentaires existants ou à venir, publics ou privés, sera recherchée. Quelques dossiers feront l'objet d'un test en relation avec les Préfectures de département et les délégués départementaux à la vie associative, dans plusieurs villes de la Région, afin d'organiser les modalités de fonctionnement et d'assistance technique départementale et de proposer la généralisation d'une méthode de travail au comité d'engagement qui réunira l'ensemble des partenaires.

Je vous demande de consacrer l'essentiel de votre temps, dans la première phase de votre mission à l'obtention de résultats concrets et décisifs pour le fonctionnement de ce dispositif.

Quant à votre intervention en matière de logements je vous demande de manière générale, en vous basant sur une application dans le département des Bouches-du-Rhône de bien vouloir accompagner l'action de l'Etat, et, de me faire toutes propositions qui permettraient d'améliorer la productivité et l'efficacité des outils publics ou associatifs afin de réduire les écarts existants entre les besoins des publics les plus défavorisés et les moyens publics et privés. Vous veillerez à ce que des effets bénéfiques connexes qui pourraient être obtenus, notamment en matière du développement de l'emploi puissent être bien pris en compte.

Monsieur Daniel CARRIERE
103 boulevard de Saint Loup
Bât A

13010 MARSEILLE

Dans ce cadre, je souhaite que vous approfondissiez prioritairement, les moyens opérationnels permettant d'améliorer la mobilisation du parc privé immobilier vacant, en relation avec les propriétaires et les différents partenaires concernés, au bénéfice des publics défavorisés, demandeurs de logements.

La mise en oeuvre des propositions qui seront retenues, demandera que vous puissiez accompagner les concertations, les négociations et l'expérimentation autour des outils existants ou à créer.

Dans tous les cas, vous veillerez à ce que les réflexions et les actions d'assistance technique mises en oeuvre au titre de votre mission soient cohérentes avec l'action de l'Etat et de ses politiques contractuelles. Celles-ci devront s'inscrire dans la continuité et faciliter l'expérimentation d'outils répondant aux priorités et aux perspectives retenues par les directives publiques.

Cette mission vous est confiée pour une durée d'un an renouvelable à compter de ce jour. Les services départementaux et régionaux de l'Etat concernés par votre mission seront invités à vous prêter aide et assistance en tant que de besoin.

Vous voudrez bien me rendre compte mensuellement par écrit de l'état d'avancement des initiatives concrètes prises. Je réunirai trimestriellement un Comité de suivi qui comprendra des représentants des services et organismes concernés : Equipement, Affaires Sociales, Travail-emploi, Formation Professionnelle, Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat (ANAH), Agence Nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction (ANPEEC), Caisse des Dépôts et Consignations, ainsi que des membres du Conseil Economique et Social Régional.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.


Hubert BLANC